



**Fondation suisse
des bénéficiaires de rentes**

Vos rentes en bonnes mains.

Règlement sur les placements

Fondation suisse des bénéficiaires de rentes FSB

Valable à partir du 1^{er} janvier 2023

Sommaire

I.	Principes généraux.....	3
Art. 1	But du Règlement sur les placements.....	3
Art. 2	Objectifs de la gestion de fortune.....	3
II.	Décisions de placement stratégiques.....	3
Art. 3	Allocation stratégique.....	3
Art. 4	Capacité de risque et gestion des risques.....	3
III.	Organisation des placements.....	3
Art. 5	Principes.....	3
Art. 6	Organes.....	3
Art. 7	Conseil de fondation.....	4
Art. 8	Comité de placement.....	4
Art. 9	Direction.....	4
Art. 10	Gestionnaires de fortune externes.....	4
Art. 11	Contrôleur des placements indépendant.....	4
Art. 12	Conseiller en placements indépendant.....	5
Art. 13	Rapporteur des placements.....	5
Art. 14	Concept d'information.....	6
IV.	Dispositions sur les placements.....	6
Art. 15	Durabilité des placements.....	6
Art. 16	Principes comptables et d'évaluation.....	6
Art. 17	Placements autorisés selon l'art. 53 OPP 2.....	6
Art. 18	Extension des possibilités de placement selon l'art. 50, al. 4, OPP 2.....	7
Art. 19	<i>Benchmark</i> / Indice de référence.....	7
Art. 20	Règles applicables à la gestion.....	7
Art. 21	Rétrogradation de la notation.....	7
Art. 22	Interdiction de l'obligation d'effectuer des versements supplémentaires et de l'effet de levier.....	7
Art. 23	Monnaies étrangères.....	7
Art. 24	Securities lending.....	7
Art. 25	Recours à des instruments financiers dérivés (produits dérivés).....	7
Art. 26	Obligations dans le cadre de la LIMF / l'OIMF.....	8
V.	Exercice des droits d'actionnaire.....	8
VI.	Modifications.....	8
VII.	Entrée en vigueur.....	8
Annexe 1	Stratégie de placement.....	9
Annexe 2	Directives de placement.....	10
Annexe 3	Stratégies et instruments dérivés.....	11
Annexe 4	Exercice des droits d'actionnaire.....	11
Annexe 5	Intégrité et loyauté.....	11
Annexe 6	Collaboration avec des gestionnaires de fortune externes.....	13

Conformément à l'art. 2, al. 3 de l'Acte de fondation, au Règlement de prévoyance, au Règlement d'organisation et à l'art. 51a, al. 2, let. c, f, m et n de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP; RS 831.40), le Conseil de fondation édicte le Règlement sur les placements suivant:

I. Principes généraux

Art. 1 But du Règlement sur les placements

Le présent Règlement définit les objectifs, les principes et l'organisation, les tâches et les compétences à prendre en compte dans la gestion de la fortune de la Fondation suisse des bénéficiaires de rentes FSB (ci-après FSB).

Il crée les conditions-cadres permettant de garantir une gestion professionnelle, intègre, compréhensible et transparente par les organes de la fondation.

Art. 2 Objectifs de la gestion de fortune

La fortune de la FSB doit être gérée exclusivement dans l'intérêt des bénéficiaires. Il convient notamment de veiller à ce que:

- les prestations promises puissent être versées à tout moment dans les délais prévus,
- les réserves nécessaires pour compenser les fluctuations de valeur dues aux aléas du marché des capitaux soient constituées en temps utile,
- la capacité de risque soit respectée afin de garantir la sécurité nominale des prestations promises,
- les placements génèrent un rendement global adéquat au regard du marché monétaire, du marché des capitaux et du marché immobilier, et ce dans le cadre de la capacité de risque et des besoins en liquidités,
- les placements soient suffisamment diversifiés, en particulier en termes de catégories, de régions et de secteurs économiques.

La gestion des placements contribue à ce que les objectifs de la FSB en matière de performance puissent être atteints au mieux.

II. Décisions de placement stratégiques

Art. 3 Allocation stratégique

Le Conseil de fondation fixe l'allocation stratégique (stratégie de placement) en vue de la réalisation des objectifs de placement. La stratégie de placement définit la répartition stratégique de la fortune globale entre les différentes catégories de placement ainsi qu'un indice de référence (benchmark) pour chaque catégorie de placement.

De plus, le Conseil de fondation détermine, à l'aide de la stratégie de placement, la marge tactique des placements (écarts autorisés) sous la forme de fourchettes par catégorie de placement.

Les valeurs cibles se réfèrent toujours aux valeurs de marché et tiennent compte de l'exposition économique (engagement) en cas de recours à des produits dérivés. L'allocation stratégique, les fourchettes et les directives de placement doivent être vérifiées périodiquement ou lorsque des événements extraordinaires l'exigent et, si nécessaire, adaptées. Les prescriptions applicables figurent aux annexes 1 et 2.

Art. 4 Capacité de risque et gestion des risques

Lors de la définition de l'allocation stratégique, il convient de prendre en compte la capacité de risque de la FSB, ainsi que les caractéristiques de rendement et de risque à long terme des différentes catégories de placement. En plaçant la fortune, la FSB veille à garantir la réalisation des objectifs de prévoyance. L'évaluation de la sécurité s'effectue notamment en appréciant l'ensemble de l'actif et du passif, ainsi que la structure et l'évolution future prévisible de l'effectif des assurés (art. 50, al. 2, OPP 2).

III. Organisation des placements

Art. 5 Principes

Les placements doivent être choisis, gérés et surveillés avec soin. Ils doivent être choisis de manière à ce qu'ils soient réalisables dans des conditions normales pour garantir les droits à tout moment, dans les délais fixés par le Conseil de fondation (échelonnement dans le temps).

Dans l'exercice de leurs fonctions, les organes de la FSB agissent en toute indépendance et dans l'intérêt des bénéficiaires. Le principe d'action suprême dans la gestion des fonds confiés est le devoir de diligence fiduciaire. La FSB se soumet, ainsi que ses organes, à la charte de l'Association Suisse des Institutions de Prévoyance (charte ASIP). Les prescriptions relatives à l'intégrité et à la loyauté sont régies par l'annexe 5.

Art. 6 Organes

L'organisation présidant à la gestion de la fortune de la FSB comprend les organes suivants, dotés de pouvoirs de décision en matière de placement:

- le Conseil de fondation;
- le Comité de placement;
- la Direction.

L'organisation dirigeante est assistée par:

- des gestionnaires de fortune externes;
- le contrôleur des placements indépendant;
- le conseiller en placements indépendant;
- le rapporteur des placements.

Les compétences et les tâches sont réglées dans un *Operating Memorandum* en complément aux dispositions des règlements. Les contrats de gestion de fortune doivent être conçus de sorte qu'ils puissent être résiliés au plus tard cinq ans après leur conclusion sans préjudice pour la FSB.

Art. 7 Conseil de fondation

Le Conseil de fondation assume la responsabilité globale de la gestion de fortune. A cet égard, il lui incombe notamment d'effectuer les tâches suivantes:

- fixation des principes et des objectifs du placement de la fortune, définition du Règlement sur les placements et de la stratégie d'investissement à long terme tout comme de la valeur visée pour les réserves de fluctuation de valeur;
- conception du processus et de l'organisation de placement ainsi que réglementation des compétences et contrôle du processus de placement;
- vérification périodique de la concordance à moyen et à long terme entre le placement de la fortune et les engagements;
- choix et organisation de la relation contractuelle avec les gestionnaires de fortune, le dépositaire, le conservateur général (*global custodian*), le contrôleur des placements, le conseiller en placements et le rapporteur des placements;
- placement de la fortune de la Fondation, conclusion de contrats de gestion de fortune et surveillance permanente des gestionnaires de fortune;
- élection et révocation des membres du Comité de placement;
- définition et délégation de compétences lors de la mise en œuvre de la stratégie de placement par le Comité de placement, la Direction et les gestionnaires de fortune externes;
- réglementation et surveillance des prescriptions relatives à l'exercice du droit de vote, à la transparence ainsi qu'à l'intégrité et à la loyauté des personnes chargées du placement et de la gestion de la fortune de prévoyance (art. 48k OPP 2);
- établissement des comptes de l'exercice et d'un rapport annuel sur l'activité de placement, ainsi que sur les résultats des placements et sur les frais de gestion de fortune.

Art. 8 Comité de placement

Le Comité de placement est l'organe spécialisé du Conseil de fondation pour la gestion des placements financiers. Il se compose d'au moins deux membres ayant le droit de vote. Il peut être élargi à des spécialistes. Le Comité de placement:

- est responsable de la mise en œuvre de la structure stratégique de la fortune définie par le Conseil de fondation;
- prépare toutes les affaires et soumet des propositions concernant toutes les affaires pour lesquelles le Conseil de fondation est compétent dans la gestion de fortune;

- a la compétence de décider lui-même d'investissements allant jusqu'à CHF 50 millions;
- examine l'activité des gestionnaires de fortune (banques, gestionnaires de portefeuille) et surveille leur activité de placement et le résultat des placements;
- surveille la gestion des liquidités et le respect de l'allocation tactique de la fortune;
- informe le Conseil de fondation de l'activité et du résultat des placements;
- peut, si nécessaire et selon la nature de l'affaire à traiter, faire appel à d'autres spécialistes externes.

Art. 9 Direction

Les tâches suivantes incombent à la Direction dans la gestion de fortune:

- paiement des rentes en temps voulu, gestion du cash-flow et gestion des flux de trésorerie;
- compte rendu approprié au Conseil de fondation;
- établissement périodique d'un plan de liquidités;
- encadrement des gestionnaires de fortune;
- obtention d'une déclaration annuelle sur les avantages patrimoniaux personnels et les éventuels liens d'intérêts de la part de toutes les personnes et institutions impliquées dans la gestion de fortune.

Art. 10 Gestionnaires de fortune externes

Le Conseil de fondation attribue des mandats de gestion de fortune uniquement à des banques et/ou des négociants en valeurs mobilières. Pour la gestion de biens immobiliers, seules entrent en ligne de compte des personnes et des institutions habilitées qui offrent la garantie de respecter l'art. 51b LPP et l'art. 48g—OPP 2.

Les gestionnaires de fortune sont responsables de la gestion de portefeuille des segments de titres qui leur sont confiés. Les principes déterminant la sélection des gestionnaires de fortune sont décrits à l'annexe 6.

Art. 11 Contrôleur des placements indépendant

Le contrôleur des placements doit être indépendant de la FSB. Le contrôleur des placements:

- surveille l'activité de placement au niveau du portefeuille global et des catégories de placement; vérifie à tout moment la nécessité de procéder à des adaptations;
- surveille le respect des directives de placement et des directives relatives aux mandats dans le but de détecter rapidement d'éventuels écarts par rapport aux directives stratégiques et réglementaires;
- analyse et évalue les résultats des placements en tenant compte des risques encourus;
- émet des recommandations concrètes en vue d'optimiser le placement de la fortune;
- réalise périodiquement une étude pour déterminer la valeur théorique de la réserve de fluctuation de

valeur et compare la valeur obtenue avec les réserves existantes;

- se tient, si nécessaire, à la disposition du Conseil de fondation et du Comité de placement en tant qu'interlocuteur pour les questions relatives à la gestion de fortune;
- prépare les informations sur le contrôle pertinentes pour la gestion.

Art. 12 Conseiller en placements indépendant

Le conseiller en placements doit être indépendant de la FSB. Le conseiller en placements:

- élabore les bases décisionnelles pour la modification de la stratégie de placement, du Règlement sur les placements et du concept de placement;
- élabore des bases décisionnelles pour la conception d'une stratégie de placement conforme aux risques;
- assiste le Conseil de fondation et le Comité de placement dans la mise en œuvre de la stratégie de placement;
- conseille le Conseil de fondation et le Comité de placement pour l'optimisation permanente de l'organisation des placements;
- établit les bases pour la sélection des gestionnaires de fortune;
- coordonne la gestion de fortune interne et externe;
- élabore avec le Comité de placement les directives pour les mandats de gestion de fortune;
- soutient la Direction dans la gestion de la trésorerie selon la planification des liquidités;
- rend compte régulièrement de l'activité de placement au sein des différents organes;
- règle la surveillance de l'activité des gestionnaires de fortune;
- élabore périodiquement une étude permettant de vérifier comment le financement et l'évolution des engagements sont coordonnés (étude ALM) et propose au Conseil de fondation les mesures qui en découlent pour la gestion de fortune;
- organise et dispense des formations et des cours d'instruction sur le placement.

Art. 13 Rapporteur des placements

Le rapporteur des placements surveille en permanence les placements et leur gestion. Il rend compte des différents contenus de la surveillance de manière consolidée, périodique et par niveau, de sorte que les organes responsables disposent d'informations pertinentes. Les rapports doivent garantir que les différents niveaux de compétence soient informés de sorte qu'ils puissent assumer la responsabilité de gestion qui leur incombe. Le rapporteur des placements a pour tâches:

- l'établissement et la préparation de toutes les informations nécessaires à la surveillance des gestionnaires de fortune et au contrôle des investissements (comme le calcul du rendement des placements, la comparaison avec les indices de référence respectifs,

la déduction des écarts de performance, la présentation de la structure de la fortune) sur une base mensuelle;

- la mesure mensuelle de la performance selon les normes du secteur;
- le contrôle mensuel du respect des limites de placement selon des directives spécifiques;
- l'établissement d'une fiche d'information mensuelle;
- la comparaison trimestrielle des groupes de pairs;
- l'établissement du rapport annuel sur le TFE;
- l'établissement du rapport annuel OPP 2.

Art. 14 Concept d'information

Le concept d'information suivant est appliqué dans le cadre de l'organisation des placements:

Quoi	Quand	Qui	Pour qui
Rapport global sur les mandats: <ul style="list-style-type: none">• Rendement des placements et comparaison avec l'indice de référence• Surveillance des fourchettes / de la conformité• Structure des placements	Chaque mois jusqu'au 5 ^e jour ouvré Placements illiquides jusqu'au 90 ^e jour ouvré	GF / GP	CPI
Rapport global consolidé: <ul style="list-style-type: none">• Rendement consolidé des placements et comparaison avec l'indice de référence• Surveillance des fourchettes / de la conformité• Structure des placements	Chaque mois jusqu'au 20 ^e jour ouvré	RPI	Long: CPI Abrégé: CF
Monitoring global trimestriel: <ul style="list-style-type: none">• Situation financière & sécurité de la prévoyance• Rendement des placements et comparaison avec l'indice de référence• Structure des placements• Surveillance des fourchettes / de la conformité• Mise en œuvre• Recommandations sur les mesures à prendre	Chaque trimestre jusqu'au 30 ^e jour ouvré	CtPI	CPI
Fiche d'information pour le Conseil de fondation	Mensuellement / Ad hoc	CsPI	CF / CPI
Confirmation de l'examen régulier de l'allocation stratégique des actifs	Annuellement	CPI / CtPI	CF
Rapport annuel avec information sur les activités de placement et les résultats des placements de même qu'exercice des droits de participation	Annuellement	CF / CPI	Assurés
Titulaires de fonction :			
CF	Conseil de fondation	CsPI	Conseiller en placements
GF / GP	Gestionnaires de fortune / Gérants de portefeuille	CPI	Comité de placement
CtPI	Contrôleur des placements	RPI	Rapporteur des placements

IV. Dispositions sur les placements

Art. 15 Durabilité des placements

Dans le cadre de la gestion de fortune, il convient également de tenir compte des aspects climatiques, environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise. Pour définir les critères de durabilité, la FSB s'appuie sur les Objectifs de développement durable des Nations Unies. L'investissement responsable doit être transparent, compréhensible et intégré dans l'ensemble du processus de placement.

Art. 16 Principes comptables et d'évaluation

Les transactions sur titres effectuées en cours d'année doivent être saisies dans la comptabilité des titres.

L'évaluation et la présentation de la fortune de placement sont conformes à l'art. 48 OPP 2 et aux recommandations relatives à la présentation des comptes, ch. 3, de la Swiss GAAP RPC 26. L'évaluation est effectuée aux valeurs de marché à la date du bilan. En l'absence de valeurs de marché, des évaluations conformes au secteur d'activité sont prises en compte.

La ventilation et l'indication des frais de gestion de fortune sont conformes à l'art. 48a OPP 2.

Art. 17 Placements autorisés selon l'art. 53 OPP 2

La FSB peut investir dans tous les placements énumérés à l'art. 53 OPP 2. Toutes les dispositions légales, en particulier celles de l'art. 53a OPP 2 (Placements à faible risque) et de l'art. 54 OPP 2 (Limite par débiteur) doivent être respectées en tout temps.

Les dispositions de l'art. 56 (Placements collectifs) s'appliquent aux placements collectifs.

Les placements alternatifs comprennent tous les placements de fortune non traditionnels ainsi que les créances qui sont classées comme placements alternatifs selon l'art. 53, al. 3, OPP 2. Ils ne peuvent être effectués qu'au moyen de placements collectifs diversifiés, de certificats diversifiés ou de produits structurés diversifiés

Art. 18 Extension des possibilités de placement selon l'art. 50, al. 4, OPP 2

La FSB peut faire usage de l'extension des possibilités de placement prévue à l'art. 50, al. 4, OPP 2. Les extensions concernant les placements autorisés ainsi que leurs limitations sont réglées et mises en évidence dans les alinéas suivants. En cas de recours à des possibilités de placement étendues, le respect de l'art. 50, al. 4, OPP 2 est exposé de manière concluante dans le rapport annuel de l'institution de prévoyance au moyen d'un compte rendu.

Art. 19 Benchmark / Indice de référence

Il convient de définir un indice du marché ou une valeur de référence adéquate pour chaque catégorie de placement (annexe 2). La comparaison avec l'indice de référence repose sur le rendement net du mandat ou du fonds concerné. Une valeur de référence pour l'ensemble du portefeuille (*benchmark*) est obtenue sur la base de la pondération stratégique de la catégorie de placement.

Art. 20 Règles applicables à la gestion

Il convient de veiller avec toute la diligence requise à une gestion appropriée, à une diversification adéquate (par branches / secteurs, titres, régions et pays) et à la négociabilité des titres pour chaque catégorie de placement. Il faut aussi tenir compte de manière adéquate des risques spécifiques aux instruments tels que des liquidités limitées ou un long horizon de placement dans le cas de certains placements alternatifs ou biens immobiliers.

Le portefeuille peut être géré de manière active ou indexée.

Dans la mesure du possible, les placements collectifs doivent être privilégiés pour la mise en œuvre.

Il convient de tenir compte des prescriptions applicables à la gestion de chaque classe d'actifs selon l'annexe 2. En complément aux formes de placement par classe d'actifs qui y sont indiquées, les instruments dérivés selon l'art. 25 et l'annexe 3 sont autorisés.

Art. 21 Rétrogradation de la notation

Si une position voit sa notation rétrogradée en deçà de la valeur prescrite à l'annexe 2, elle doit être vendue dans un délai approprié (mais au plus tard dans les trois mois). En cas d'évaluation différente de la qualité de

crédit par les agences Moody's et Standard & Poors (écart de notes, ou *split rating*), c'est la notation la plus basse qui s'applique. Dans le cas des placements collectifs, la notation moyenne du placement concerné s'applique.

Art. 22 Interdiction de l'obligation d'effectuer des versements supplémentaires et de l'effet de levier

Les placements soumis à l'obligation d'effectuer des versements supplémentaires sont interdits. En d'autres termes, même pour les possibilités de levier mentionnées, les pertes maximales possibles doivent être limitées à la fortune investie dans le véhicule de placement. Un levier n'est autorisé que dans les placements au sens de l'art. 53, al. 5, OPP 2.

Art. 23 Monnaies étrangères

La couverture des monnaies étrangères s'effectue, dans la mesure du possible, au sein du placement collectif. L'exposition aux monnaies étrangères peut également être gérée au moyen de la couverture directe des monnaies étrangères dans le cadre des prescriptions stratégiques.

Art. 24 Securities lending

Le prêt de valeurs mobilières (*securities lending*) en dehors de placements collectifs n'est pas autorisé. En vertu de l'art. 53, al. 6, OPP 2, les conditions-cadres et les prescriptions de la loi sur les placements collectifs (art. 55, al. 1, let. a, LPCC, art. 76 OPCC et art. 1 ss OPC-FINMA) doivent être respectées lors du prêt de valeurs mobilières.

Art. 25 Recours à des instruments financiers dérivés (produits dérivés)

Pour les placements en produits dérivés, les dispositions de l'art. 56a OPP 2 doivent être respectées. Les instruments financiers dérivés peuvent être des opérations à terme, des *futures* et des options pouvant être liquidées quotidiennement.

L'utilisation d'instruments dérivés est uniquement autorisée sur la base de stratégies définies. Les instruments dérivés servent à couvrir les positions et à rééquilibrer les placements à moindre coût. Il doit exister une relation simple et compréhensible entre le sous-jacent et l'instrument dérivé. La contrepartie des opérations non standardisées (OTC, options «stillhalter», etc.) doit être notée au moins A+ (Standard&Poors) ou A1 (Moody's). Les *short credit default swaps* (constitution de risques de crédit) ne sont pas autorisés. L'ensemble des engagements découlant de scénarios défavorables doivent, à tout moment, être intégralement couverts, soit par des liquidités (pour les opérations augmentant les engagements), soit par des placements de base (pour les opérations diminuant les engagements).

L'utilisation d'instruments financiers dérivés ne doit pas exercer d'effet de levier (= emprunt caché) sur la fortune globale. Les instruments et les stratégies autorisés sont énumérés de manière exhaustive à l'annexe 3. Le Comité de placement peut à tout moment restreindre davantage l'utilisation d'instruments dérivés par des directives détaillées, mais ne peut pas l'étendre.

Art. 26 Obligations dans le cadre de la LIMF / l'OIMF

La FSB est une petite contrepartie financière. Les opérations avec une contrepartie financière («FCP») domiciliée en Suisse sont autorisées. Le négoce de produits dérivés qui ne sont pas négociés sur une place de négoce (c'est-à-dire une bourse) et pour lesquels il n'existe pas d'obligation de compensation n'est pas autorisé. L'obligation de déclarer conformément à la succession de déclarations et au contrat-cadre conclu avec la contrepartie (art. 104, al. 1, LIMF) et l'obligation de réduction du risque (art. 108 et 110 LIMF) doivent être réglées contractuellement avec les gestionnaires de fortune et les banques dépositaires. Il existe une exception pour les swaps et les opérations à terme sur devises.

V. Exercice des droits d'actionnaire

Les articles 71a et 71b LPP ainsi que les directives qui figurent à l'annexe 4 s'appliquent à l'exercice des droits d'actionnaire.

VI. Modifications

Le présent Règlement sur les placements peut être modifié à tout moment par le Conseil de fondation.

VII. Entrée en vigueur

Le présent Règlement sur les placements a été approuvé le 12 décembre 2022 par le Conseil de fondation et entre en vigueur au 1^{er} janvier 2023. Les futures adaptations du règlement doivent être portées à la connaissance de l'autorité de surveillance

Fondation suisse des bénéficiaires de rentes FSB
Saint-Gall, le 12 décembre 2022



Peter Rösler, président



Markus Kaufmann, directeur

Annexe 1 Stratégie de placement

(valable à partir du 1^{er} janvier 2023; à mettre en œuvre d'ici au 30 juin 2023)

Pour pouvoir atteindre ses objectifs de rendement dans le cadre de la tolérance au risque fixée, la FSB répartit sa fortune sur un grand nombre de catégories de placement différentes. Cette diversification lui permet de réduire le risque de placement, car les mauvais rendements de certaines catégories peuvent être compensés au cours d'une année par les bons résultats d'autres catégories.

Pour chaque catégorie, la fourchette est définie dans le cadre de l'analyse ALM. Les fourchettes tactiques inférieure et supérieure définissent les écarts maximaux autorisés par rapport à la structure cible stratégique. Il

s'agit de points d'intervention. Les parts de portefeuille doivent se situer entre les fourchettes inférieure et supérieure. Si les marges de fluctuation stratégiques sont dépassées ou ne sont pas atteintes, le Comité de placement doit en informer le Conseil de fondation et prendre simultanément des mesures propres à ramener la répartition de la fortune le plus rapidement possible dans les marges de fluctuation, au plus tard toutefois dans un délai de six mois. En cas de hausse ou de recul sensible des cours, la part de placements illiquides tels que l'immobilier, le *private equity* ou les infrastructures peut être supérieure ou inférieure à la fourchette. De telles violations passives sont autorisées, mais elles nécessitent une information et une autorisation du Conseil de fondation.

Catégories de placement	Stratégie de placement	Fourchettes	
Description	Valeur visée	Fourchette inférieure	Fourchette supérieure
Liquidités	7,0 %	1,0 %	10,0 %
Obligations CHF	12,0 %	9,0 %	15,0 %
Obligations ME	10,0 %	7,0 %	12,0 %
Actions Suisse	6,0 %	3,0 %	7,0 %
Actions Monde	6,0 %	3,0 %	7,0 %
Hypothèques	10,0 %	5,0 %	12,0 %
Immobilier**	34,0 %	28,0 %	40,0 %
Infrastructures	5,0 %	3,0 %	6,0 %
Obligations alternatives	10,0 %	7,0 %	12,0 %
<i>Private equity</i> *	0,0 %	0,0 %	3,0 %
Total	100,00 %		
Exposition en monnaies étrangères	0,0 %	0,0 %	5,0 %

*Catégorie de placement en phase de réduction

**Extension des possibilités de placement au sens de l'art. 50, al. 4, OPP 2

Valeur visée de la réserve de fluctuation de valeur en %

15,5 %

Calcul de la réserve de fluctuation de valeur

La réserve de fluctuation de valeur sert à compenser les fluctuations de valeur de la fortune de placement. La valeur de la réserve de fluctuation de valeur est exprimée en pourcent des engagements (capital de prévoyance nécessaire).

Les paramètres suivants, qui sont pris en compte dans le calcul de la réserve de fluctuation de valeur, à savoir

- le niveau de sécurité en fonction de la capacité de risque structurelle,
- l'horizon temporel,
- le rendement et le risque inhérents à la stratégie de placement,
- le rendement visé

et la valeur cible sont contrôlés périodiquement conformément à l'art. 65b LPP et à l'art. 48e OPP 2 et redéfinis le cas échéant par le Conseil de fondation. Un niveau de sécurité de 99,75 % sur un horizon temporel de trois ans est visé.

Annexe 2 Directives de placement (Prescriptions de gestion et indices)

Catégorie de placement	Prescriptions de gestion	Indice / benchmark
Liquidités	<p>Forme de placement: comptes de prévoyance, comptes courants, dépôts à terme, placements fiduciaires, fonds du marché monétaire, titres de créance titrisés et obligations avec une durée résiduelle de 18 mois au maximum. La durée résiduelle moyenne des placements ne doit pas dépasser 12 mois.</p> <p>Qualité: notation à court terme d'au moins A-2 et notation à long terme d'au moins A- (Standard & Poors) ou notation comparable d'autres prestataires.</p>	SARON à 3 mois en CHF
Obligations CHF	<p>Forme de placement: placements collectifs avec obligations libellées en francs suisses, emprunts, emprunts sur cédules hypothécaires, notes, obligations indexées sur l'inflation, obligations de caisse, bons de caisses, titres de créance, emprunts à option et emprunts convertibles.</p> <p>Qualité: selon la méthodologie de l'indice de référence</p>	Swiss Bond Index AAA-BBB (TR)
Obligations ME	<p>Forme de placement: placements collectifs avec calls et dépôts à terme libellés en monnaie étrangère avec un taux d'intérêt fixe ou variable, obligations et notes, emprunts, obligations indexées sur l'inflation, emprunts convertibles et à option, titres adossés à des créances hypothécaires et titres adossés à des actifs.</p> <p>Qualité: selon la méthodologie de l'indice de référence</p>	Bloomberg Global Aggregate Index (TR) hdg en CHF
Actions Suisse	<p>Forme de placement: placements collectifs avec des valeurs de sociétés ayant leur siège social en Suisse / au Liechtenstein et cotées en bourse en Suisse.</p>	Swiss Performance Index (TR)
Actions Monde	<p>Forme de placement: placements collectifs avec des valeurs cotées en bourse à l'étranger conformément à l'indice de référence.</p>	MSCI World ex Switzerland (NR) hdg en CHF
Hypothèques	<p>Forme de placement: placements collectifs avec investissements dans des prêts garantis par gage immobilier en CHF pour des objets (immeubles d'habitation et commerciaux, bureaux, locaux d'artisanat, de vente, de logistique, logements pour personnes âgées et étudiants, immeubles à usage mixte) situés en Suisse.</p>	SBI Domestic AAA-A 1-10Y (TR) + 0,6 % (TR)
Immobilier	<p>Forme de placement: placements collectifs (parts de fondations de placement, fonds immobiliers) et investissements directs. Les prescriptions de mise en œuvre pour la gestion des investissements directs sont consignées dans une directive approuvée par le Conseil de fondation.</p>	CAFP Immo Index
Infrastructures	<p>Forme de placement: placements collectifs (y c. fonds unique, fonds de fonds, <i>limited partnerships</i> et sociétés de participation).</p> <p>Limitation: les placements en infrastructures avec un effet de levier au niveau du placement collectif (fonds unique ou fonds de fonds) ne sont pas autorisés. Un engagement individuel (fonds unique) ne doit pas dépasser 3 % des placements de la fortune.</p>	50 % CAFPI Immo Index / 50 % MSCI World (NR) hdg en CHF
Obligations alternatives	<p>Forme de placement: placements collectifs avec investissements dans des crédits gagés (<i>senior loans</i>) ou titrisations de tels crédits (<i>collateralized loan obligations</i>) ainsi qu'<i>insurance linked securities</i>.</p> <p>Limitation: un engagement individuel (fonds unique) ne doit pas dépasser 3 % des placements de la fortune.</p>	50 % Credit Suisse Leveraged Loan Index hdg en CHF / 50 % Swiss Re Cat Bond Index (TR) hdg en CHF

Private equity
(Catégorie en phase
de réduction)

Forme de placement: placements collectifs diversifiés (y c. Rendement visé avec fonds unique, fonds de fonds, *limited partnerships* et sociétés de participation).

Annexe 3 Stratégies et instruments dérivés

Les stratégies et les instruments dérivés suivants sont autorisés:

Marché monétaire

- Devise long terme (pour compenser les couvertures de change)
- Devise court terme (en guise de couverture) également à terme jusqu'à 12 mois au maximum

Actions

- *Long call* (sur base couverte)
- *Long put* (pour couverture)
- *Short call* (sur base couverte)
- *Short put* (sur base couverte) ou une combinaison
- *Short futures* (pour couverture)
- *Long futures* indexés (sur base couverte)
- Devise court terme (pour couverture)

Obligations

- *Short bond futures* sur obligations d'État (pour la couverture et le contrôle de la duration)
- *Long bond futures* sur obligations d'État (sur base couverte)
- *Fix payer swap* (pour la couverture et le contrôle de la duration)
- *Fix receiver swap* (sur base couverte)
- Devise court terme (pour couverture)

Annexe 4 Exercice des droits d'actionnaire

En principe, la FSB investit dans des placements collectifs. Les droits de vote et d'élection conférés par les actions de sociétés suisses, détenues directement à titre exceptionnel, sont systématiquement exercés dans l'intérêt des assurés.

Pour les placements collectifs qui permettent l'expression d'une préférence de vote, le Comité de placement peut décider librement si la préférence est exprimée ou s'il renonce à l'expression d'une préférence.

La FSB exerce ses droits d'actionnaire conformément aux art. 71a et 71b LPP. La Fondation peut s'abstenir de voter dans la mesure où cela correspond à l'intérêt des assurés et qu'il n'y a dès lors pas de raisons majeures d'approuver ou de rejeter le point de l'ordre du jour traité. L'obligation de voter se rapporte aux points suivants de l'ordre du jour traités lors de l'assemblée générale:

- élection des membres du conseil d'administration, du président du conseil d'administration, des
-

membres du comité de rémunération et du représentant indépendant;

- dispositions statutaires;
- rémunérations que le conseil d'administration, la direction générale et le conseil consultatif reçoivent directement ou indirectement de la société;
- rémunération des membres du conseil d'administration, de la direction générale et du conseil consultatif pour leurs activités dans des entreprises contrôlées directement ou indirectement par la société, dans la mesure où ces rémunérations n'ont pas été approuvées par l'assemblée générale de la société.

Les titres prêtés doivent être rappelés pour la date de l'AG.

L'intérêt des assurés est considéré comme respecté lorsque le comportement de vote sert la prospérité à long terme de l'institution de prévoyance et qu'il est durable. Durabilité signifie:

- qu'une croissance financière saine doit avoir plus de poids qu'un dividende élevé (autofinancement à long terme de la société anonyme);
- que le financement durable de la société par des fonds propres passe avant le remboursement d'apports en capital.

Dans l'exercice des droits de vote, la FSB s'oriente donc sur les principes de rendement, de sécurité, de liquidité et de durabilité.

La FSB doit rendre compte au moins une fois par an à ses assurés, dans un rapport de synthèse, de la manière dont elle s'est acquittée de son devoir de vote. La publication peut se faire en même temps que les comptes annuels, sur le site internet de la FSB ou par tout autre moyen approprié. Si la FSB ne suit pas les propositions d'un conseil d'administration ou s'abstient de voter, elle doit publier en détail son comportement de vote dans le rapport. Le Conseil de fondation décide de la procédure à suivre pour exercer les droits de vote et définit l'exercice concret des droits de vote. La mise en œuvre peut — dans le cadre de ces directives — être confiée à un tiers (Comité de droit de vote, Comité de placement, gestionnaire de portefeuille, conseiller externe en droit de vote, etc.). En règle générale, la FSB renonce à une présence directe aux assemblées générales.

Annexe 5 Intégrité et loyauté

Champ d'application

Les prescriptions suivantes s'appliquent au Conseil de fondation ainsi qu'à toutes les personnes / institutions mandatées par la caisse de pension.

Règles applicables

Les dispositions légales relatives à la loyauté et à l'intégrité dans la gestion de fortune (art. 51b LPP et art. 48f-1 OPP 2) servent de base aux dispositions suivantes.

Actes juridiques avec des personnes proches

Les actes juridiques passés par la FSB doivent correspondre aux conditions usuelles du marché. Un appel d'offres a lieu lorsque des actes juridiques importants sont passés avec des personnes proches. L'adjudication doit être faite en toute transparence. Un acte juridique est considéré comme important lorsqu'il implique une dépense unique ou un investissement de trois pour mille du total du bilan ou une dépense annuelle récurrente ou un investissement annuel récurrent de plus d'un pour mille du total du bilan.

Les actes juridiques passés par la FSB avec des membres de l'organe suprême, des employeurs affiliés ou des personnes physiques ou morales chargées de la gestion des affaires ou de la gestion de fortune, ainsi que les actes juridiques passés par l'institution de prévoyance avec des personnes physiques ou morales proches des personnes susmentionnées, doivent être communiqués à l'organe de révision lors du contrôle annuel des comptes de l'exercice.

Avantages patrimoniaux

Le mode d'indemnisation des personnes / institutions mandatées doit pouvoir être clairement déterminé et être consigné dans un contrat écrit. En principe, tous les avantages patrimoniaux qui dépassent l'indemnisation convenue doivent être remis à la FSB. Il est interdit d'accepter des invitations, des cadeaux et d'autres avantages patrimoniaux personnels, qui ne seraient pas accordés sans la position au sein de la FSB. Ces principes ne s'appliquent pas aux cas suivants:

- Cadeaux occasionnels: sont considérés comme des cadeaux occasionnels les cadeaux uniques d'une valeur maximale de CHF 200 par cas et de CHF 2 000 par an.
- Invitations: les invitations à une manifestation dont l'utilité pour la FSB est primordiale, comme des séminaires spécialisés, si elles n'ont pas lieu plus d'une fois par mois. Les manifestations autorisées sont généralement limitées à une journée, ne sont pas valables pour un accompagnateur et sont accessibles en voiture ou par les transports publics. Le midi ou le soir, elles peuvent être suivies d'une manifestation sociale ou sociétale.

L'acceptation d'avantages patrimoniaux personnels sous forme de prestations en espèces (argent liquide, bons, rabais, etc.) de plus de CHF 50 n'est pas autorisée.

Limitation du négoce opéré par les personnes impliquées dans la gestion de fortune

Sont considérées comme impliquées dans la gestion de fortune toutes les personnes qui prennent des décisions d'achat ou de vente de placements pour la FSB ou qui sont informées de telles décisions. Pour ces personnes, il est interdit d'effectuer des opérations pour compte propre de même nature avant (*front running*), en parallèle (*parallel running*) ou immédiatement après l'exécution (*after running*) d'ordres de négoce de la FSB. Si de telles opérations sont effectuées par l'intermédiaire de tiers pour contourner ces dispositions, elles sont traitées comme des opérations pour compte propre.

Restructuration des dépôts (*churning*)

Il est interdit de restructurer les dépôts de la FSB sans que celle-ci y ait un intérêt économique.

Déclaration des liens d'intérêts

Toutes les personnes concernées par ces dispositions sont tenues de déclarer les liens d'intérêts qui pourraient être préjudiciables à leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions. La déclaration doit être faite le plus tôt possible et au plus tard avant la conclusion d'une transaction, la réalisation d'une élection ou d'un engagement. Les personnes ayant un lien d'intérêt susceptible d'être préjudiciable à leur indépendance se récuse lors de la prise de la décision concernée ainsi que lors de la préparation et de la consultation ou de la surveillance de celle-ci.

Déclarations annuelles

Le Conseil de fondation demande chaque année à toutes les personnes concernées une déclaration personnelle écrite. Celle-ci doit confirmer que les dispositions relatives à la loyauté sont connues, qu'aucun avantage patrimonial injustifié n'a été accepté, qu'aucune affaire personnelle interdite n'a été réalisée et qu'il n'existe pas de conflits d'intérêts non déclarés.

Sanctions

Les infractions sont sanctionnées. En cas de violation des règles d'intégrité et de loyauté, le Conseil de fondation prend des mesures appropriées. Celles-ci peuvent aller d'un avertissement ou d'une mise en garde à la résiliation du rapport contractuel. Les poursuites d'ordre pénal demeurent réservées.

Annexe 6 Collaboration avec des gestionnaires de fortune externes

Principes régissant la sélection

Les gestionnaires de fortune externes sont proposés ou choisis selon des critères clairement définis. Ceux-ci comprennent des objectifs et des critères de sélection (critères d'exclusion et de qualification). Un processus de recherche est lancé sur la base de ces paramètres. Celui-ci comprend une liste longue, une liste courte et les finalistes. Les aspects quantitatifs et qualitatifs doivent être pris en compte dans l'analyse. Le respect des exigences doit être documenté de manière compréhensible pour les tiers. Les critères suivants doivent au moins être remplis:

- capacité et expertise pour exercer le mandat de manière professionnelle et avec succès;
- présentation de portefeuilles comparatifs clairement structurés et justification des chiffres de performance de mandats comparables sur une période appropriée (*track record*);
- personnes et institutions qui remplissent les exigences figurant à l'art. 48f, al. 2, OPP 2;
- processus de placement clairs et compréhensibles ainsi que règles de gouvernance internes pour éviter les conflits d'intérêts;
- l'évaluation du placement collectif du gestionnaire de fortune porte notamment sur la séparation des fonctions (garde des titres, gestion, administration, évaluation, etc.), l'efficacité, les effets de levier, la qualité et la diversification des investissements, le rendement et le risque ainsi que les principes d'évaluation;
- frais de gestion de fortune conformes au marché.

Principes régissant l'attribution des mandats

L'attribution des mandats s'effectue au moyen de directives de placement écrites détaillées, et doit régler au moins les points suivants en plus des conventions standard:

- le volume initial / le volume d'investissement;
- l'objectif du mandat / le mode d'investissement;
- l'indice de référence (indice de comparaison);
- la limitation des risques;
- le degré d'investissement;
- les instruments de placement autorisés;
- l'utilisation d'instruments dérivés (uniquement sur une base couverte à tout moment);
- la méthode de calcul de la performance;
- le gestionnaire de portefeuille responsable et suppléant;
- le flux de documents (collaboration avec le dépositaire);
- le contenu et la fréquence du reporting;
- la responsabilité et l'indemnisation;
- la réglementation des prestations de tiers (rétrocessions, rabais, commissions en nature, etc.);
-

- la garantie du respect des prescriptions en matière d'intégrité et de loyauté selon l'art. 48f-1 OPP 2, y compris rapport annuel à la FSB;
- les frais de gestion de fortune (énumération exhaustive);
- le début (période de transition) et la résiliation (à tout moment) du mandat;
- la collaboration avec le secrétariat.

Ne sont pas concernés les investissements dans un placement collectif sans contrat de mandat séparé.

Principes régissant la surveillance

Les gestionnaires de fortune sont surveillés périodiquement dans le cadre du contrôle des investissements. Les informations nécessaires à cet effet sont fournies par le contrôleur des placements. Les principaux contenus de la surveillance sont:

- le rendement du placement obtenu par rapport à l'objectif;
- le risque lié au rendement du placement par rapport à l'indice de référence;
- la structure de placement par rapport à l'indice de référence;
- la modification de la structure de placement au fil du temps;
- le respect des directives de placement (lorsque le contrôleur des placements le permet);
- le respect de la politique de placement prévue;
- le respect du mode de placement convenu;
- le volume des transactions;
- l'utilisation d'instruments dérivés.

Principes régissant l'évaluation

L'évaluation de la performance des gestionnaires de fortune:

- s'effectue en premier lieu sur la base du rendement réalisé et des risques encourus par rapport à l'objectif (degré de réalisation des objectifs) et, si possible, par rapport à d'autres mandats directement comparables (comparaison avec la concurrence);
- commence dès le premier jour de l'attribution du mandat, la mesure de la performance à partir de la date convenue;
- s'effectue normalement chaque trimestre sur la base de données mensuelles;
- s'effectue dans une optique à long terme, c'est-à-dire en l'absence de violations graves des directives de placement et des objectifs, sur un horizon de trois ans;
- s'effectue en tenant compte du respect par le gestionnaire de fortune des prescriptions légales (réglementation des marchés financiers, LPP / OPP 2) et contractuelles.

Motifs de réduction ou de résiliation d'un mandat ou d'un placement collectif

La réduction ou la résiliation d'un mandat a lieu par exemple:

- immédiatement en cas de violation grave des directives de placement;
- après le premier avertissement, si aucune amélioration des résultats d'investissement n'est perceptible;
- lorsque le gestionnaire de fortune subit des changements fondamentaux sur le plan de l'organisation, du personnel ou de la technique de placement, qui rendent impossible la poursuite du mandat;
- si une réduction ou une résiliation du mandat s'impose en raison de la modification des prescriptions et des décisions stratégiques ou tactiques de la FSB.